

L'Europe

veut soutenir ses compagnies face à la concurrence

La Commission européenne a présenté cette semaine une série de propositions afin d'aider les compagnies aériennes d'Europe, pour certaines en grave difficultés financières, à se renforcer face à la concurrence.

La crise économique et la flambée du prix pétrole ont considérablement affaibli les compagnies aériennes européennes. Neuf d'entre elles (**Spanair, Central Connect Airlines, Malev, Cimber Sterling, Skyways, City Airlines, Air Finland, OLT Express et WindJet**) ont fait faillite cette année, tandis que nombre d'autres affichent d'importants déficits (597 millions d'euros de pertes au premier semestre pour Air France, 381 millions pour Lufthansa, ou encore 212 millions pour IAG, le groupe issu de la fusion de British Airways et Iberia).

Face à ce triste constat, le commissaire européen chargé des Transports, Siim Kallas, estime qu'« il est légitime de défendre le secteur contre la concurrence déloyale », découlant selon lui des subventions, des pratiques déloyales, de l'application incohérente ou discriminatoire des réglementations, etc. Il a donc proposer une série de mesures afin d'améliorer la compétitivité du secteur aérien européen, qui représente 5,1 millions d'emplois et 2,4% du PIB européen.

La Commission voudrait par exemple entamer des négociations « avec des partenaires clés » tels que **la Chine, la Russie, les États du Golfe, le Japon, l'Inde et les pays du Sud-Est asiatique**, afin d'obtenir des débouchés commerciaux sur les marchés en pleine croissance de la région Asie-Pacifique. Elle propose aussi de conclure des accords aériens à l'échelle de l'UE avec des pays voisins comme l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Tunisie, la Turquie et l'Égypte, au lieu de laisser chaque pays négocier de son côté. Bruxelles estime le bénéfice de ses accords à 12 milliards d'euros par an. L'Union européenne voudrait par ailleurs que les restrictions de propriété et de contrôle soient repensées.

Reste que cette feuille de route risque de se heurter de plein fouet au différent qui oppose l'Europe à nombre de pays (au premier rang desquels la Chine, les États-Unis et la Russie), sur la taxe carbone.